

REÇU A LA PRÉFECTURE - 9 FEV. 2006

Direction de la Solidarité

Service Tarification des Établissements Sociaux

Colmar, le

ARRETE 2006-00060

DSOL

-7 FEV. 2006

portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2006 de l'EHPAD Maison de Retraite de l'Hôpital Local de MASEVAUX

VU les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;

VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23 ;

VU la convention EHPAD signée le 22 Novembre 2005 ;

VU les propositions de l'établissement ;

SUR proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

L'arrêté n° 2006-00030 DSOL du 20 janvier 2006 portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2006 de la maison de retraite de l'Hôpital Local de MASEVAUX est abrogé.

ARTICLE 2:

Pour l'exercice budgétaire 2006, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

Hébergement : 911 922,85 €
Dépendance : 238 145,52 €

ARTICLE 3:

Les prix de journée applicables à compter du 1er janvier 2006 pour l'EHPAD Maison de Retraite de l'Hôpital Local de MASEVAUX sont fixés à :

Hébergement:

Résidants de plus de 60 ans :

43,22€

55,34€

• Résidants de moins de 60 ans :

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

Dépendance:

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2: 18,60 Euros	GIR 1-2: 13,59 Euros
GIR 3-4: 12,22 Euros	GIR 3-4: 7,21 Euros
GIR 5-6: 5,01 Euros	GIR 5-6: Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

134 485,77 €

ARTICLE 4:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 5:

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

